



Guerre contre l'Iran

L'administration Trump tient un discours diplomatique tout en se préparant à une guerre contre l'Iran qui, si elle était menée, signifierait la fin de l'expérience démocratique américaine.

Scott Ritter

ven. 20 févr. 2026

L'Iran et les États-Unis ont convenu d'une pause de deux semaines dans leurs négociations sur le programme nucléaire iranien, les deux délégations retournant dans leurs capitales respectives afin d'évaluer les propositions mises sur la table jusqu'à présent. La partie iranienne semblait plutôt optimiste, le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi déclarant aux médias iraniens : « Nous sommes parvenus à un accord général sur un ensemble de principes directeurs, sur la base desquels nous allons désormais avancer et nous diriger vers la rédaction d'un accord potentiel. »

Les commentaires du vice-président américain JD Vance sont plus révélateurs. « D'une certaine manière, cela s'est bien passé », a déclaré M. Vance à un média américain après la conclusion des pourparlers mardi. "Mais, d'un autre côté, il est évident que le président a fixé certaines lignes rouges que les Iraniens ne sont pas encore disposés à reconnaître ni à respecter. Nous allons donc continuer à y travailler."

La question clé qui se pose à la suite de cet échange est de savoir ce que le vice-président Vance entend précisément par « continuer à y travailler ».

À un moment donné, les analystes du monde entier devront se rendre à l'évidence : du point de vue des États-Unis, la diplomatie n'est pas une option. La politique des États-Unis à l'égard de l'Iran ne consiste pas à trouver une voie diplomatique vers une solution de compromis qui permette à l'Iran d'enrichir de l'uranium, comme le lui permet l'article 4 du traité de non-prolifération nucléaire, mais plutôt à changer le régime à Téhéran.

Cela signifie que les États-Unis sont sur la voie d'une guerre avec l'Iran qui aura lieu tôt ou tard.

Rétrospectivement, l'inévitabilité de cette guerre est évidente depuis des mois, depuis que l'administration Trump a orchestré des événements en Iran qui, logiquement, pourraient être interprétés comme facilitant le renversement du gouvernement de la République islamique d'Iran.

Le 20 janvier 2026, le secrétaire américain au Trésor, Scott Bessent, a ouvertement reconnu le rôle joué par l'administration Trump dans le déclenchement de violentes émeutes en Iran en décembre 2025-janvier 2026. « Le président Trump a ordonné au Trésor et à notre division OFAC (Office of Foreign Asset Control) d'exercer une pression maximale sur l'Iran », a déclaré Bessent à l'auditoire du Forum économique mondial, « et cela a fonctionné : en décembre, leur économie s'est effondrée, nous avons vu une grande banque faire faillite, la banque centrale a commencé à imprimer de l'argent, il y a eu une pénurie de dollars, ils ne pouvaient plus importer, et c'est pourquoi les gens sont descendus dans la rue. Il s'agit là d'une stratégie économique, sans coup de feu, et les choses évoluent de manière très positive ici. »

Le 28 décembre 2025, l'effondrement du rial iranien a provoqué des grèves massives à Téhéran, avec des commerçants et marchands exigeant l'intervention immédiate du gouvernement pour se prémunir contre la volatilité du marché. Les grèves se sont poursuivies le lendemain, s'étendant à d'autres grandes villes, avec des manifestants descendant dans la rue. Au troisième jour des manifestations, le

président Masoud Pezeshkian a déclaré que le gouvernement était à l'écoute des revendications des manifestants et qu'un groupe spécial était en train d'être formé pour élaborer une nouvelle politique économique.

Les manifestations ont alors évolué, passant d'un mouvement initialement motivé par des revendications économiques à une action bien plus dangereuse : une opération coordonnée contre le régime, visant à éliminer le guide suprême de l'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, et à mettre fin à la République islamique qui dirige le pays depuis 1979.

Les messages diffusés par ces nouveaux manifestants hautement politisés présentaient des points communs, signe d'une planification et d'une coordination centralisées qui n'auraient pu être rendues possibles que par des communications fiables et sécurisées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Iran.

Le 30 décembre, les manifestants réussissaient à diffuser depuis l'intérieur de l'Iran des clips vidéo soigneusement montés, destinés à illustrer un message présentant le régime comme étant à bout de souffle. « Mort au dictateur », « Mort à Khamenei », « Ni Gaza ni Liban, ma vie pour l'Iran », « Nous sommes tous ensemble » et « Seyyed Ali (Khamenei) sera renversé cette année » étaient des slogans courants qui ont été répétés à maintes reprises pendant les manifestations par un petit nombre de manifestants, pour être ensuite filmés et diffusés dans le monde entier de manière à donner l'impression que les passions anti-régime étaient le moteur des manifestations, qui restaient largement pacifiques.

La clé de cette connectivité était un réseau de terminaux Starlink qui avaient été introduits clandestinement en Iran au cours des dernières années. On estime que le nombre de ces terminaux se situe entre 70 000 et 100 000, la plupart, voire la totalité, ayant été acheminés à travers la frontière par les voies traditionnelles de contrebande. Beaucoup de ces terminaux avaient été améliorés grâce à des modules supplémentaires fournis par des services de renseignement étrangers, tels que l'unité 8200 israélienne, qui leur permettaient de communiquer en toute sécurité à l'aide d'une technologie de saut de fréquence normalement réservée aux armées les plus sophistiquées du monde.

L'idée selon laquelle le Mossad aurait joué un rôle direct dans le soutien et l'encouragement des manifestations en Iran ne relève pas de la spéculation. Dans une rare communication ouverte, le Mossad a utilisé son compte Twitter en farsi pour encourager les Iraniens à manifester contre le régime iranien, leur disant qu'il se joindrait à eux pendant les manifestations. « Sortez ensemble dans les rues. Le moment est venu », a écrit le Mossad. « Nous sommes avec vous. Pas seulement à distance et verbalement. Nous sommes avec vous sur le terrain. »

Les réseaux compatibles avec Starlink ont commencé à se connecter les uns après les autres. L'un des premiers était un réseau exploité par l'Organisation des Moudjahidine du peuple iranien (OMPI), également connue sous le nom de Mojahedin-e-Khalq (MEK) ou Organisation des Moudjahidine du peuple (MKO). En 2019, alors qu'il était à la tête du pouvoir judiciaire iranien, l'ancien président iranien Ebrahim Raisi a établi un lien entre la CIA et l'OMPI. Le Mossad israélien a également utilisé l'OMPI pour mener des attaques ciblées contre des scientifiques nucléaires iraniens. L'implication de l'OMPI dans des activités de guerre de l'information basées sur Starlink établit un lien clair entre la militarisation des manifestations et les services de renseignement étrangers. L'activation du réseau de l'OMPI a été rapidement suivie par celle des réseaux affiliés au Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), une émanation de l'OMPI, et à l'Agence de presse des militants des droits de l'homme (HRANA), une façade de la CIA conçue pour collecter des données sur les forces de sécurité iraniennes sous le couvert de documenter les violations des droits de l'homme. Ces réseaux ont participé à l'organisation de manifestations de masse dans plusieurs villes iraniennes et à la collecte et à la diffusion de documents montrant comment les forces de sécurité gouvernementales ont répondu à ces protestations.

Le 2 janvier 2026, les manifestations ont commencé à prendre un caractère plus violent, leur thème passant des griefs économiques initiaux à des thèmes renforcés par des photos et des vidéos envoyées depuis l'Iran par les groupes d'opposition équipés de Starlink, montrant des manifestants défilant dans les rues, scandant des slogans anti-gouvernementaux et pro-monarchiques et affrontant violemment les forces de sécurité, ce qui a donné lieu à des rapports faisant état de manifestants tués.

Comme prévu, le président Trump a publié un message de soutien aux manifestants sur sa page Truth Social, déclarant : « Si l'Iran tire et tue violemment des manifestants pacifiques, comme il en a l'habitude, les États-Unis d'Amérique viendront à leur secours. Nous sommes prêts à intervenir. »

Les propos du président ont déclenché une escalade des manifestations, tant en ampleur qu'en violence, ciblant installations et personnel gouvernementaux, ce qui a provoqué une riposte plus violente des forces iraniennes. Les différents réseaux d'opposition, utilisant leur connectivité Starlink, ont diffusé des images sélectionnées et montées de manière sélective à des audiences en dehors de l'Iran afin de créer l'idée d'un massacre généralisé des manifestants par des forces de sécurité iraniennes désespérées.

Cette période a également été marquée par l'implication croissante de Reza Pahlavi, le fils aîné du dernier shah d'Iran, Reza Shah Pahlavi, dans la mobilisation du soutien à une intervention militaire américaine visant à mettre fin à la République islamique d'Iran. Reza Pahlavi est à la tête d'un front monarchiste qui coordonne étroitement ses activités avec la CIA et le Mossad. Cependant, alors que Trump a envoyé son envoyé spécial de confiance, Steve Witkoff, rencontrer secrètement Reza Pahlavi à Miami, le président a exclu toute rencontre entre lui-même et le monarchiste iranien, apparemment parce qu'il craignait que Reza Pahlavi ne dispose pas d'un réseau de soutien viable à l'intérieur de l'Iran capable de gouverner la nation. Au lieu de cela, Trump a chargé son gendre, Jared Kushner, de commencer à constituer un groupe de chefs d'entreprise irano-américains qui pourraient faciliter la transition vers un nouveau gouvernement si les dirigeants actuels de l'Iran étaient destitués.

Le 9 janvier, Trump a de nouveau commenté publiquement la violence croissante en Iran, indiquant qu'il « suivait la situation de très près » et laissant ouvertement entendre que les jours du guide suprême iranien au pouvoir étaient comptés. Le président, commentant une suggestion selon laquelle Ali Khamenei envisageait de fuir en Russie, a répondu : « Ou ailleurs, oui. Il cherche à partir quelque part. Il est temps de chercher un nouveau leadership en Iran. »

La déclaration de Trump coïncidait avec une nouvelle analyse de la CIA sur les troubles croissants en Iran, qui, pour la première fois, estimait que les manifestations avaient le potentiel de renverser la République islamique.

La rhétorique enflammée de Trump a atteint son paroxysme le 13 janvier, lorsqu'il a publié le message suivant sur sa plateforme Truth Social : « Patriotes iraniens, CONTINUEZ À MANIFESTER – PRENEZ LE CONTRÔLE DE VOS INSTITUTIONS !!! Notez les noms des meurtriers et des agresseurs. Ils paieront le prix fort. J'ai annulé toutes les réunions avec les responsables iraniens jusqu'à ce que cessent les meurtres insensés de manifestants. L'AIDE EST EN ROUTE. MIGA !!! »

Pendant un instant, il a semblé que le président Trump allait tenir sa promesse de soutien, alors que l'Iran fermait son espace aérien à tout trafic civil en prévision d'une attaque imminente des États-Unis. À ce moment-là, les États-Unis semblaient soutenir une campagne aérienne très courte et intense visant à décapiter les dirigeants iraniens tout en réprimant les forces de sécurité du régime afin d'aider les manifestants à renverser le gouvernement iranien.

Mais l'évaluation du Pentagone a montré que les États-Unis ne disposaient pas des forces nécessaires pour empêcher l'Iran de lancer des attaques dévastatrices à la roquette contre Israël, les bases militaires américaines dans la région et les installations énergétiques critiques des alliés régionaux des États-Unis. Israël a averti l'administration Trump qu'il serait en mesure d'absorber une riposte iranienne pouvant aller jusqu'à 700 missiles balistiques, mais que pour justifier les dommages qui seraient causés, les États-Unis devaient garantir que toute campagne militaire contre l'Iran aboutirait à un changement de régime.

Cela exigeait des États-Unis qu'ils restructurent leur plan de guerre contre l'Iran et reconfigurent leur structure de forces afin de répondre aux nouvelles exigences opérationnelles de ce plan. Le président avait donc besoin de temps pour rassembler tous les éléments. Du jour au lendemain, le président a changé de cap, passant d'une frappe militaire imminente contre l'Iran à l'importance de la diplomatie comme moyen d'éviter un conflit avec l'Iran.

Le principal obstacle à la diplomatie est que les États-Unis n'ont jamais montré de volonté de négocier de bonne foi avec l'Iran sur l'enjeu central : le programme d'enrichissement nucléaire. En juin 2025, l'administration Trump avait entamé des négociations avec l'Iran pour résoudre la question nucléaire, mais elle n'avait utilisé ces négociations que comme un moyen de faire baisser la garde à la veille d'une attaque surprise d'Israël visant à décapiter le régime iranien.

Compte tenu de la position maximaliste adoptée par l'administration Trump concernant le programme nucléaire iranien (à savoir, zéro enrichissement), combinée à d'autres questions que Trump avait liées au programme nucléaire iranien (missiles balistiques et soutien aux mandataires/alliés régionaux), les chances de conclure une négociation fructueuse semblaient minces, voire nulles. L'Iran, cependant, sentant peut-être le manque de détermination des États-Unis à mettre à exécution leurs menaces militaires, a accepté les négociations, qui se sont déroulées en deux cycles distincts : le premier à Oman et le second, qui vient de s'achever, à Genève.

Ce dont Trump avait besoin avant tout, c'était de temps, le temps de déplacer les moyens militaires nécessaires pour atteindre les objectifs d'une opération militaire de plus grande envergure visant non seulement à renverser le régime iranien, mais aussi à supprimer la capacité de l'Iran à menacer Israël et les alliés arabes des États-Unis dans le Golfe avec sa force de missiles balistiques. Alors que la capacité combinée de missiles antibalistiques d'Israël et des États-Unis n'avait pas pu empêcher l'Iran de frapper Israël à volonté pendant la guerre des 12 jours de juin 2025, le nouveau plan de bataille du Pentagone, qui semble inclure un effort massif

pour supprimer de manière proactive la capacité de l'Iran à tirer des missiles en prenant le contrôle de l'espace aérien dans et autour des zones d'opération probables des missiles, combiné à un renforcement majeur de la capacité de défense antimissile, est conçu pour minimiser la menace missile posée par l'Iran.

Steve Witkoff et Jared Kushner ont convaincu l'équipe de négociation iranienne, dirigée par le ministre des Affaires étrangères Aragchi, qu'un cadre acceptable pour les discussions existait. Les négociateurs ont ensuite transmis cette proposition à Téhéran, où ils passeront deux semaines à rédiger la position officielle de l'Iran.

Mais il est très probable que ce texte iranien ne sera jamais remis. Tandis que les Iraniens s'efforcent de le rédiger, l'administration Trump s'emploie à mettre en place la machine de guerre pour une attaque contre l'Iran, qui aura lieu tôt ou tard. Malheureusement, la politique logistique rend cette issue inévitable.

Afin de renforcer les défenses antimissiles des États-Unis et des forces alliées, ainsi que les infrastructures vulnérables aux attaques de missiles iraniens, les États-Unis ont dû retirer leurs défenses d'autres régions stratégiques, comme le Pacifique et l'Europe. Au moins deux batteries THAAD ont été déployées au Moyen-Orient (l'une en Jordanie, l'autre aux Émirats arabes unis), renforçant les deux déjà en place (l'une en Israël, l'autre au Qatar). Cela signifie que 50 % de la force militaire américaine THAAD a été déployée au Moyen-Orient. On estime que jusqu'à deux tiers des 15 batteries Patriot de l'armée américaine pourraient également être déployées à travers le Moyen-Orient.

En avril dernier, une seule batterie Patriot a été transférée de Corée du Sud vers le Moyen-Orient, une opération qui a nécessité 73 missions C-17 distinctes. Depuis le 15 janvier 2025, plus de 142 missions C-17 ont été effectuées dans la zone d'opérations du Moyen-Orient, dont 75 rien que vers la base aérienne de Muwaffaq Salti en Jordanie.

L'affaiblissement délibéré des défenses aériennes et antimissiles régionales dans des régions stratégiquement importantes du monde n'est pas un modèle viable en matière de sécurité mondiale, ce qui signifie que la redistribution actuelle des capacités de défense antimissile au Moyen-Orient n'est pas un dispositif militaire à long terme, mais plutôt un dispositif qui ne peut être maintenu que pendant une période limitée. De plus, les coûts associés à cette relocalisation sont prohibitifs ; il ne s'agit pas d'un exercice que les États-Unis souhaitent répéter régulièrement, mais plutôt d'une opération ponctuelle visant à obtenir un résultat spécifique : le changement de régime en Iran.

Avec le bouclier antimissile balistique en place (qui sera encore renforcé par la présence de plusieurs navires de la classe Aegis de la marine américaine opérant dans le cadre de deux groupes aéronavals actuellement déployés dans la région : l'USS Abraham Lincoln, opérant dans la mer d'Oman, et l'USS Gerald Ford, opérant dans l'est de la mer Méditerranée), les États-Unis ne déploient pas les forces finales nécessaires pour mener à bien les opérations de changement de régime en Iran : des dizaines d'avions de combat avancés, d'avions de guerre électronique, de ravitaillement et de collecte de renseignements qui, combinés aux escadrons aériens embarqués des deux porte-avions et aux dizaines d'avions de combat déjà déployés dans la région, donneront aux États-Unis la capacité de projeter une puissance de combat soutenue sur l'Iran pendant plusieurs semaines.

Ce renforcement massif de la puissance de combat américaine viendra compléter l'importante force aérienne israélienne, qui ne restera très probablement pas inactive dans le cadre d'une frappe concertée contre l'Iran impliquant les forces américaines.

Au cours de la guerre de 12 jours entre Israël et l'Iran en juin 2025, les forces spéciales israéliennes se sont déployées sur le terrain à l'intérieur de l'Iran pour mener des missions d'interception de missiles. Il est très probable que de telles opérations feront partie de la planification de la mission pour l'attaque contre l'Iran. Il est également probable que des « zones de destruction » de missiles distinctes seront établies en Iran pour les forces spéciales américaines et britanniques, qui ont toutes deux une expérience des opérations de contre-missiles remontant à la guerre du Golfe de 1991.

Le déplacement d'une puissance de combat aussi massive dans des conditions influencées par les réalités géopolitiques exige que l'armée américaine utilise des processus précédemment connus sous le nom de « Time Phased Force Deployment Data » (TPFDD, données de déploiement des forces par phases). Lors de l'opération Desert Shield/Desert Storm, en 1990-1991, la complexité du TPFDD a déterminé le moment du déclenchement du conflit. En 2003, l'armée américaine a tenté de rationaliser le processus TPFDD avec un nouveau système appelé « Request for Forces » (RFF). Mais l'expérience acquise lors de l'opération Iraqi Freedom montre que la complexité du déploiement et la « constitution du déploiement » RFF qui s'en est suivie ont également défini le calendrier d'exécution de l'OIF.

La pratique actuelle consistant à séquencer le déploiement des forces, connue sous le nom de planification adaptative (AP), visait à donner plus de flexibilité aux dirigeants militaires et civils lorsqu'il s'agissait de déterminer comment et quand les forces américaines déployées seraient/pourraient être utilisées au combat. Mais l'AP

n'est pas conçue pour répondre à un déploiement de forces à grande échelle tel que celui qui a actuellement lieu au Moyen-Orient. Cela signifie que, dans le cas présent, l'armée américaine a dû reprendre les anciennes pratiques du TPFDD/RFF, avec tout ce que cela implique en termes de calendrier d'exécution opérationnelle. Dans l'état actuel des choses, le déploiement progressif des forces américaines a très probablement dépassé le point de non-retour, ce qui signifie que même si le président Trump voulait mettre fin à l'opération, l'élan des forces politiques et militaires qui ont été mobilisées pour la mission de changement de régime en Iran rendrait cela impossible sans encourir un risque inacceptable au niveau national et international.

Une guerre contre l'Iran serait catastrophique pour toutes les parties concernées. Il n'y a aucune garantie de succès pour les États-Unis et Israël, ni d'échec pour l'Iran. Cette guerre risque fortement d'entraîner une perturbation massive de la capacité de production énergétique dans l'une des régions les plus critiques au monde en matière d'énergie, déclenchant une crise énergétique majeure qui pourrait faire s'effondrer les économies régionales et mondiales.

La question clé est donc de savoir pourquoi Donald Trump, un homme qui a fait campagne sur un programme de paix, est prêt à risquer de perdre sa base politique à la veille d'élections de mi-mandat cruciales en pariant sur le succès d'une guerre courte avec l'Iran qui aboutirait au changement de régime souhaité.

La réponse est simple : parce qu'il n'a tout simplement pas le choix. La combinaison de la réaction politique nationale négative au déploiement par Trump d'une armée d'agents fédéraux dans les rues des villes américaines et des répercussions politiques continues de la publication des dossiers Epstein a considérablement réduit la capacité de Trump à garantir que le Parti républicain conserverait le contrôle des deux chambres du Congrès en novembre prochain. La perte de la Chambre des représentants signifierait la fin de la viabilité législative des années restantes du mandat de Trump, car celui-ci serait confronté à des motions répétées visant à le destituer de ses fonctions.

Le seul espoir de Trump pour compenser les désastres politiques liés à l'ICE et à Epstein est de remporter une victoire militaire sans précédent sur l'Iran, ce qu'aucun président américain depuis Jimmy Carter n'a été capable de faire.

Et s'il échoue ? Le déploiement d'agents du DHS par Trump est considéré par de nombreux observateurs comme une répétition générale en vue de la mise en place de la loi martiale, qui pourrait être déclenchée par un effondrement économique provoqué par une crise énergétique mondiale résultant des conséquences de l'échec

de la tentative de changement de régime de Trump en Iran. La loi martiale permettrait à Trump de restreindre complètement les élections ou de les organiser de manière à favoriser une victoire républicaine.

Dans tous les cas, la guerre contre l'Iran ne sera pas motivée par des préoccupations légitimes de sécurité nationale, mais par des considérations politiques internes aux États-Unis – en bref, une guerre d'agression illégale qui fera passer l'invasion et l'occupation de l'Irak en 2003 pour un incident mineur. Ce sera la preuve ultime de l'incapacité du peuple américain à élire des dirigeants responsables, et de la République constitutionnelle à tenir le pouvoir exécutif responsable devant la loi.

Ce sera le glas de l'expérience démocratique américaine, la métamorphose finale qui éloignera le pays de la vision des pères fondateurs, il y a près de 250 ans, d'une terre où la liberté régnait en maître, pour le transformer en un empire tyrannique, en contradiction avec les combats qui avaient conduit à l'indépendance des États-Unis.

Le rêve américain d'une république constitutionnelle a survécu près de 238 ans.

Que tout empire américain s'effondre avant d'en arriver là.

Prions pour que ce rêve survive.

Et cela ne sera possible que si nous trouvons un moyen de stopper la course folle vers la guerre avec l'Iran.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Trump, Donald L'Iran Israël ÉTATS-UNIS Bessent, Scott Pezeshkian, Masoud Vance, J.D.
Araghchi, Abbas Khomeini, Ayatollah Ali République islamique Mossad CIA
Raisi, Ebrahim Witkoff, Steve Pahlavi, Reza Kushner, Jared
Organisation des moudjahidines du peuple iranien (OMPI) Mojahedin-e-Khalq (MEK)
Organisation des Moudjahidine du peuple (MKO) Empire romain Suisse Le Pentagone
L'Europe Armée américaine